

El Salvador : les gains et les écueils du FMLN

Claude Morin

Number 769, December 2013

La promesse du don

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70700ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Morin, C. (2013). El Salvador : les gains et les écueils du FMLN. *Relations*, (769), 32–33.



El Salvador: les gains et les écueils du FMLN

À la veille des élections présidentielles, prévues pour le 4 février, l'heure est au bilan pour le premier gouvernement de gauche à avoir dirigé le Salvador depuis la fin de la guerre civile.

CLAUDE MORIN

L'auteur, historien spécialiste d'Amérique latine, est professeur retraité de l'Université de Montréal

Depuis 1992, avec la signature des Accords de paix, la lutte armée a cédé la place à la lutte électorale au Salvador. Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a déposé les armes et s'est transformé en parti politique. L'extrême droite – représentée par l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) – a conservé son emprise sur le pouvoir, mais le FMLN a progressivement conquis des espaces. D'abord la mairie de San Salvador, en 1997, puis d'autres municipalités, accroissant parallèlement sa présence à l'Assemblée législative avant d'accéder à la présidence, en mars 2009, avec Mauricio Funes.

Cette victoire du FMLN a été qualifiée d'historique. Elle semblait annoncer l'avènement d'un nouveau Salvador, celui pour lequel des mouvements sociaux s'étaient formés et mobilisés dans les années 1970, celui pour lequel le FMLN avait combattu les armes à la main dans une guerre civile qui l'avait opposé pendant 12 années à l'oligarchie, aux forces armées et aux États-Unis. En février prochain, les Salvadoriens sont appelés à élire

leur président. Or, rien n'assure que le FMLN pourra conserver ce poste-clé.

DES POLITIQUES SOCIALES DANS UN CADRE NÉOLIBÉRAL

Le gouvernement de Mauricio Funes s'est pourtant distingué par ses politiques sociales. Rappelant l'engagement de M^{gr} Óscar Romero en faveur des pauvres, Funes avait affirmé lors de sa victoire qu'il allait «favoriser les pauvres et les exclus». En conformité avec sa promesse, il a créé des programmes sociaux ciblés pour les municipalités ou les familles les plus pauvres. Ces dernières ont vu leur accès aux services de santé, aux hôpitaux et aux médicaments s'améliorer de manière notable. Les petits consommateurs ont bénéficié de subventions pour l'achat de gaz propane. Des enfants ont droit à des fournitures scolaires (comprenant des souliers et des uniformes de fabrication locale) dans un certain nombre de municipalités. Près d'un million d'enfants reçoivent du lait trois fois par semaine. Le gouvernement a aussi distribué plus de 40 000 titres de propriété. Les petits agriculteurs et artisans ont profité indirectement de ces programmes. Les 100 000 aides domestiques, en majorité des femmes, sont désormais inscrites à la sécurité sociale. Les salaires et les pensions des fonctionnaires ont été augmentés. En revanche, faute d'un financement adéquat, le plan «Maison pour tous» n'a connu qu'une application modeste. Le gouvernement s'est aussi préoccupé de l'environnement. Un projet de loi, par exemple, vise à interdire les pesticides toxiques, mais la droite s'y oppose. Des

projets d'exploitation minière et de construction de barrages ont aussi été suspendus, faisant face à une forte résistance des communautés.

Cela dit, l'économie a représenté le talon d'Achille du gouvernement. L'état des finances publiques ne lui a pas permis de réaliser plusieurs engagements annoncés en juin 2009. Mauricio Funes n'a pu opérer une rupture avec les politiques néolibérales de ses prédécesseurs. Il ne faut pas entretenir d'illusions à ce chapitre. Majoritaire à l'Assemblée législative, la droite dispose d'un réel pouvoir de veto. Elle n'avait consenti aux Accords de paix que dans la mesure où la guerre civile menaçait ses intérêts économiques. De plus, l'oligarchie s'est renouvelée depuis une trentaine d'années. La vieille oligarchie liée à l'agro-exportation (notamment du café), qui avait été un protagoniste déterminant dans la guerre civile et la répression, a été supplantée par une nouvelle oligarchie centrée sur le commerce, les services, le tourisme. Cette dernière a développé des intérêts dans toute l'Amérique centrale et a partie liée avec des transnationales étrangères. Formée de grandes familles, elle a poussé pour l'adoption du dollar US comme devise, en 2001, et pour la signature de traités de libre-échange (dont l'Accord de libre-échange avec l'Amérique centrale et la République dominicaine, entré en vigueur en 2006). Or, ces deux mesures, que dénonçait le FMLN, n'ont eu aucun effet sur la création d'emplois. Le Salvador continue d'exporter massivement sa main-d'œuvre.

En effet, tous les jours, 600 Salvadoriens, en moyenne, abandonnent leur pays en quête d'une vie meilleure pour eux-mêmes et pour leur famille. Plusieurs risquent leur vie – et la perdent – dans cette migration vers le





Nord à travers le Guatemala et le Mexique. Aux 6,6 millions de Salvadoriens demeurés au pays s'ajoutent 3 millions d'autres qui vivent à l'étranger, principalement aux États-Unis, au Canada et en Europe. Une culture de l'émigration tient lieu de projet national. L'économie salvadorienne dépend aujourd'hui largement des transferts (*remesas*) effectués par ces émigrants établis à l'étranger. Ceux-ci sont passés de 686 millions de dollars, en 1992, à 4 milliards en 2012, représentant plus de la moitié des revenus extérieurs.

Les États-Unis jouissent toujours d'un énorme pouvoir au Salvador. Ils se sont ingérés dans de précédentes campagnes électorales. Des programmes d'assistance, tel le Fomilenio (orienté sur les infrastructures: ponts et chaussées, électrification rurale, tourisme, éducation, etc.), leur servent de leviers. L'ambassade a ainsi manœuvré pour l'adoption de la *Loi du partenariat public-privé* qui donne la clé des ports, des aéroports et des routes du pays aux transnationales étatsuniennes.

Le FMLN n'a donc pu remettre en question les grandes orientations économiques promues par l'Association nationale des entreprises privées (ANEP) et les autres organisations patronales. Condamné au pragmatisme, il ne peut faire la promotion du socialisme sans qu'on lui oppose l'épouvantail du communisme.

L'INSÉCURITÉ, UN ENJEU SOCIAL ET ÉLECTORAL

Entre 1980 et 1992, la guerre civile a fait 75 000 morts, 12 000 blessés et 8 000 disparus. Mais la fin de la guerre est loin d'avoir mis fin à la violence extrême: la violence sociale aurait fait

quelque 50 000 morts depuis. Assasinsats, enlèvements et extorsions sèment la peur chez les riches et les pauvres. En 2010, on enregistrait 70 meurtres par 100 000 habitants, un taux parmi les plus élevés de la planète.

On a beaucoup fait état de la violence déployée par les bandes de rues, les *maras*. Ces bandes sont nées au sein de l'émigration salvadorienne en Californie et la déportation des jeunes délinquants par les États-Unis a déplacé le problème au Salvador. Mais cette criminalité juvénile n'est pas la seule en cause. Le crime organisé, les narcotrafiquants, les anciens combattants démobilisés et réduits au chômage contribuent aussi à la violence dont les victimes sont particulièrement les femmes.

Partisans de la «*mano dura*», les précédents gouvernements ARENA avaient politisé la criminalité en vue de faire des gains auprès de l'électorat pauvre et des classes moyennes. Le FMLN préconise pour sa part une approche globale qui tient compte des racines socio-économiques de la délinquance. En mars 2012, les *maras* ont décidé d'une trêve entre elles, grâce à des personnes proches du gouvernement, un aumônier militaire et un ancien commandant de la guérilla, qui ont agi comme médiateurs. La moyenne quotidienne de meurtres a chuté de 15 à 6. En janvier dernier, 11 municipalités s'engageaient à mettre en place des plans de réinsertion sociale pour les membres des bandes qui rendaient leurs armes. Le succès de cette approche met en danger la stratégie d'ARENA fondée sur l'exploitation électorale de l'insécurité. Ce parti a répliqué par son initiative «Alliance citoyenne», incitant les gens à se trans-

former en vigiles et à seconder la police. En même temps, les États-Unis ont critiqué la politique de sécurité du gouvernement, menaçant de suspendre leur assistance s'il est démontré que l'argent a servi à la réinsertion des délinquants. C'est comme si la droite et Washington souhaitaient l'échec de la trêve pour éviter que le FMLN n'en recueille des dividendes politiques.

Un autre dossier explosif concerne l'impunité. Le Parlement a voté, en 1993, une loi d'amnistie générale pour les crimes commis entre 1980 et 1992. Des groupes de victimes réclament des procès pour que justice soit rendue. Ils invoquent le crime de lèse-humanité, qui ne serait pas couvert par l'amnistie. Même si le président Funes a demandé pardon au nom de l'État – geste que la droite a dénoncé – pour le massacre d'El Mozote, le plus connu d'une centaine de massacres commis durant la guerre civile, il n'a toutefois pas remis en cause l'amnistie. Son gouvernement compte d'anciens officiers et d'anciens guérilleros à des postes de ministres ou de conseillers.

POUR L'AVENIR

Trois candidats peuvent aspirer à la présidence en février 2014. Salvador Sánchez Cerén, un ex-commandant du FMLN, devrait finir premier. Mais à défaut de l'emporter au premier tour, il risque de perdre au second tour face à une alliance entre Norman Quijano, représentant l'ARENA, et Antonio Saca, pour une nouvelle coalition de droite, le mouvement Unidad. Ces deux candidats sont sous enquête, le premier pour sa gestion comme maire de San Salvador, le second en raison de plusieurs scandales survenus alors qu'il était président (2004-2009). Les accusations de corruption joueront un rôle dans la campagne. Malgré ses limites, comme nous l'avons vu, le gouvernement issu du FMLN a représenté une avancée significative à plusieurs égards. À l'opposé, le retour au pouvoir de l'ARENA (ou d'Antonio Saca) constituerait un net recul. ●

Cunegunda Peña, lors d'une manifestation en 2011, tenant la photo de son fils disparu pendant la guerre civile au Salvador. Photo: PC/Luis Romero